

MASTER 2

MPM

DROIT DES MEDIAS

PLAN DU COURS :

- ✗ **INTRODUCTION :LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN**
- ✗ **CHAPITRE 1 : LES MEDIAS ET LA NOTION D'ETHIQUE**
- ✗ **CHAPITRE 2 : LE REGIME DE RESPONSABILITE DES MEDIAS**
- ✗ **CHAPITRE 3 : L'ACTION SOCIALE DES MEDIAS**

INTRODUCTION :

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

- ✕ Évolution du cadre juridique des médias au Cameroun**
- ✕ L'encadrement juridique des médias au Cameroun**

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

A- L'évolution du cadre juridique des médias au Cameroun

Période	Colonisation	Monolithisme	Libéralisme
Presse écrite	Déclaration préalable (zone francophone)	-Autorisation préalable avec cautionnement	-Consécration de la liberté de création des organes de presse
	Déclaration préalable + 250 livres sterling (zone anglophone)	- Restriction de la liberté d'expression - Censure administrative	-déclaration préalable au préfet - obligation de dépôt administratif
Médias audiovisuels	Absence de télévision et monopole du colonisateur sur l'audiovisuel.	-Monopole de l'Etat sur l'audiovisuel - interdiction d'activités privées dans le secteur	-liberté de création des organes de presse - Autorisation préalable

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

✗ La colonisation:

+ Presse écrite :

- ✗ Dans la zone francophone, la loi française du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse institue en son article 5 la possibilité pour quiconque de créer une entreprise de presse :
« *Tout journal ou écrit périodique peut être publié sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement* » mais sous déclaration préalable.

- ✗ L'ordonnance française du 26 Août 1944 va dans le même sens.

+ Audiovisuel :

- ✗ Monopole du colonisateur sur l'audiovisuel malgré l'absence de la télévision.

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

✕ La colonisation:

+ Presse écrite :

- ✕ Dans la zone anglophone, la News paper ordinance of the federal republic of Nigeria de 1917 régissait la presse mais sous déclaration préalable.
- ✕ Obligation de verser la somme de 250 livres sterling auprès du ministre de la justice.

+ Audiovisuel :

- ✕ Monopole du colonisateur sur l'audiovisuel malgré l'absence de la télévision.

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

✕ L'époque Monolithique :

+ Régime d'autorisation préalable (presse écrite):

- ✕ Loi N°66/LF du 21 décembre 1966 sur la presse au Cameroun marque d'importantes limitations de la liberté d'expression: la création d'un organe de presse écrite est soumise à autorisation préalable avec cautionnement.
- ✕ Institution de la censure administrative à l'impression et à la circulation des journaux :
 - ✕ Contrôle préventif, étroit et permanent des hommes et du contenu des messages véhiculés.
 - ✕ Rien ne pouvait être publié sans l'accord des représentants du pouvoir politique.

+ Monopole de l'Etat sur l'audiovisuel:

- ✕ Interdiction d'accès au privé

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

- ✗ Le libéralisme et la libéralisation des medias:
 - + Consécration de la liberté de création des organes de presse écrite:
 - ✗ Loi N° 90/052 du 19 décembre 1990 sur la liberté de communication sociale
 - ✗ Décret N° 2000/158 du 03 avril 2000 fixant les conditions de créations et d'exploitations des entreprises privées de communication audiovisuelle
 - ✗ Abolition de la censure Administrative
 - ✗ (Éclosion) (Le Boum) de la presse privée
 - ✗ Renforcement de la répression
 - + Consécration de la liberté de communication audiovisuelle
 - ✗ Sevrée du Monopole d'État et mise en œuvre de la liberté de Communication Audiovisuelle.
 - ✗ Instauration du régime d'autorisation, de réglementation des activités du Communication Audiovisuelle privée (La liberté de communication prônée n'empêche pas les Etats de prendre des mesures préventives. Ainsi le Cameroun a soumis les entreprises de radiodiffusion et de télévision à un régime d'autorisation.)

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

- ✕ Fondement de la liberté d'expression:
 - + La constitution du Cameroun (loi n°96 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution Camerounaise du 02 juin 1992) affirme l'attachement du Cameroun aux libertés fondamentales inscrites dans:
 - + La déclaration universelle des droits de l'Homme
 - + La Charte des Nations Unies
 - + La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples et toutes les conventions internationales y relatives et dûment ratifiées.

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

B- L'encadrement juridique de l'activité des médias au Cameroun

- ✖ La création et l'exploitation des entreprises de communication audiovisuelle:
 - + Décret n° 2000/158 du 03 avril 2000 fixant les conditions et les modalités de création et d'exploitation des entreprises privées de communication audiovisuelle
 - + Les activités de communication audiovisuelle sont subordonnées à l'obtention d'une licence délivrée par arrêté du Ministre chargé de la communication, après avis motivé du conseil National de la communication.

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

- ✗ L'attribution des licences d'exploitation:
 - + La durée de la licence d'exploitation est de cinq (5) ans pour la radiodiffusion sonore et dix (10) ans pour la télévision.
 - + L'article 10 précise que la licence est individuelle, incessible et ne peut être louée ni faire l'objet d'un gage.
 - + la licence de création et d'exploitation d'une entreprise privée de communication audiovisuelle est délivrée au vu d'un dossier déposé en double exemplaire contre récépissé, auprès du Ministre chargé de la communication.

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

- ✗ Les conditions d'exploitation des câblodistributeurs :
 - + (La distribution par câble consiste à diffuser par fil ou câble, et non plus sans fil par ondes hertziennes, des programmes composés de sons ou d'images (ou les deux) à un public d'abonnés)
 - + L'article 4 alinéa 2 du décret du 03 avril 2000 dispose que : « *les activités des réseaux de radio télédistribution consistant principalement, en la captation des émissions produites hors du territoire camerounais et leur mise à la disposition du public par câbles, fibres optiques, faisceaux hertziens, satellite ou tout autre procédé technologique, constituent des activités de communication audiovisuelle* ».
 - + A ce titre les câblodistributeurs sont également soumis à la procédure de délivrance de la licence d'exploitation et à la signature avec le Ministre chargé de la communication à la signature d'un cahier des charges pour l'exécution des travaux.

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

- ✖ La gestion et l'attribution des fréquences:
 - + L'attribution d'une bande de fréquences est l'inscription au tableau d'attribution des bandes de fréquences, d'une bande de fréquence déterminée, aux fins de son utilisation par un ou plusieurs services.
 - + La gestion du spectre des fréquences radioélectriques, telle que définie par l'article 3 alinéa 8 de la loi n°98/014 du 14 juillet 1998 régissant les télécommunications au Cameroun, est l'ensemble d'actions administratives et techniques visant à assurer une utilisation rationnelle du spectre des fréquences radioélectriques par les utilisateurs.
 - + Le même article précise dans son alinéa 15 que l'organe interministériel de gestion des fréquences est : « *Le comité interministériel chargé de l'attribution des bandes de fréquences de radiocommunication* ».

LE CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS AU CAMEROUN

- ✗ L'agence de régulation des télécommunications (ART)
 - + L'ART placée sous la tutelle de l'administration chargée des télécommunications, a été organisée par le décret n°98/197 du 8 septembre 1998.
 - + L'ART est un établissement public administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.
 - + L'article 3 alinéa 1er du décret du 8 septembre 1998 dispose que : « *L'Agence a pour mission d'assurer la régulation, le contrôle et le suivi des activités des exploitants et des opérateurs du secteur des télécommunications* ».